



Assemblée générale

Soixante-troisième session

Documents officiels

Distr.: Générale
18 novembre 2008
Français
Original: Anglais

Sixième Commission

Compte rendu analytique de la 19^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 29 octobre 2008, à 15 heures

Président: M^{me} Rodríguez Pineda (Vice-Présidente) (Guatemala)

Sommaire

Point 73 de l'ordre du jour : Responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies (*suite*)

Point 75 de l'ordre du jour : Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixantième session (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

08-57465 (F)



En l'absence de M. Al Bayati (Iraq), M^{me} Rodríguez Pineda (Guatemala), prend la présidence.

La séance est ouverte à 15h05.

Point 73 de l'ordre du jour: Responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies (suite) (A/C.6/63/L.10)

1. M^{me} Telalian (Grèce), présentant le projet de résolution A/C.6/63/L.10 sur la responsabilité pénale des fonctionnaires et expertes en mission des Nations Unies au nom du Bureau, dit que ce projet a été examiné dans le cadre de consultations informelles et au sein du Groupe de travail sur la responsabilité pénale. Il reprend la résolution 62/63 de l'Assemblée générale en y incorporant des éléments supplémentaires visant à renforcer la coopération internationale. Il énonce des principes généraux à cet égard sans chercher à créer de nouvelles obligations positives susceptibles d'avoir des incidences sur les activités de l'Organisation.

2. Le quatrième alinéa du préambule est nouveau et prend acte de la contribution précieuse des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies à la réalisation des principes et buts de la Charte. Les neuvième et dixième alinéas, qui sont également nouveaux, réaffirment qu'il faut préserver l'image, la crédibilité, l'impartialité et l'intégrité des Nations Unies et soulignent que les infractions que peuvent commettre les fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies nuisent à l'exécution de la mission de l'Organisation. Le onzième alinéa du préambule renvoie à la résolution 62/214 de l'Assemblée générale, relative à la Stratégie globale d'aide et de soutien aux victimes d'actes d'exploitation et d'abus sexuels commis par des membres du personnel des Nations Unies ou du personnel apparenté. Un nouveau douzième alinéa a été ajouté au préambule pour souligner qu'il faut renforcer la coopération internationale pour faire en sorte que les fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies soient pénalement responsables. Enfin, l'avant-dernier alinéa du préambule rappelle la résolution 62/63, et le dernier alinéa fait maintenant référence à l'intérêt de la justice.

3. Au paragraphe 5 du projet de résolution, qui est nouveau, les États sont encouragés à s'entraider aux fins des enquêtes et poursuites pénales ainsi que des procédures d'extradition; à étudier comment faciliter

l'utilisation des informations et des autres éléments relatifs à des infractions graves; à protéger efficacement les victimes et témoins d'infractions graves, de même que quiconque fournit des informations à cet égard; et à étudier comment répondre adéquatement aux États hôtes dans le domaine du renforcement des capacités. Le paragraphe 8 prévoit que l'examen du rapport du Groupe d'experts juridiques, en particulier dans ses aspects juridiques, se poursuivra durant la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale dans le cadre d'un groupe de travail de la Sixième Commission.

4. Au paragraphe 10, qui est nouveau, l'Assemblée prierait l'Organisation des Nations Unies d'envisager de prendre toutes mesures appropriées pour faciliter l'utilisation d'informations et d'autres éléments aux fins des poursuites pénales engagées par les États, compte tenu des droits de la défense. Le paragraphe 11, qui est également nouveau, a trait aux mesures à prendre pour rétablir la crédibilité et la réputation des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies contre lesquels ont été formulées des allégations qui se sont révélées sans fondement après enquête administrative. Le paragraphe 12 concerne la fourniture d'informations et d'autres éléments et le paragraphe 13 souligne qu'aucune mesure de représailles ne doit être prise contre les fonctionnaires qui font état d'allégations.

5. Au paragraphe 14, l'Assemblée prendrait note avec satisfaction des réponses fournies à la résolution 62/63, et aux paragraphes 15 et 16, elle prierait le Secrétaire général de lui rendre compte de l'application de la résolution à sa soixante-quatrième session, en indiquant quelles informations doivent figurer dans son rapport. Enfin, au paragraphe 17, elle déciderait d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-quatrième session la question intitulée "Responsabilité pénale des fonctionnaires et experts en mission des Nations Unies".

6. La représentante de la Grèce remercie les délégations de leur participation constructive à la négociation du projet de résolution et de l'esprit de compromis dont elles ont fait preuve et elle espère que le projet de résolution pourrait être adopté sans vote.

Point 75 de l'ordre du jour: Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixantième session (suite) (A/63/10)

7. **M^{me} Ioannou** (Chypre) déclare, en ce qui concerne les effets des conflits armés sur les traités, que sa délégation souscrit à l'intention générale et à la logique du projet d'articles adopté en première lecture par la Commission du droit international (CDI) à sa soixantième session, projet qui reflète le principe de la continuité des traités durant un conflit armé et la nécessité de préserver l'ordre et la stabilité juridiques en dépit des hostilités. À cet égard, elle souscrit à l'idée qui sous-tend l'article 9, à savoir préserver l'obligation des États d'exécuter leurs obligations de droit international indépendamment d'un traité, et l'inclusion, à l'article 2, des conflits internationaux et non internationaux dans la définition du conflit armé. La codification doit être aussi complète et vaste que possible, car les conflits interétatiques traditionnels ont été dans une large mesure remplacés par d'autres types de conflits.

8. De plus, la délégation chypriote appuie l'article 13, prévoyant la suspension de l'application d'un traité s'il est incompatible avec le droit de légitime défense de l'État, et elle pense que le champ d'application de cet article doit être élargi aux situations dans lesquelles l'État concerné entend mettre fin au traité ou s'en retirer. Un autre indice permettant de conclure à la possibilité de l'extinction, du retrait ou de la suspension de l'application d'un traité devrait être la violation substantielle de ses dispositions par l'un des belligérants.

9. La délégation chypriote pense que comme le prévoit l'article 15, un État qui commet une agression ne doit pas pouvoir mettre fin à un traité, s'en retirer ou en suspendre l'application du fait d'un conflit armé si une telle mesure doit lui procurer un avantage. Elle souscrit à la liste non exhaustive de catégories de traités qui ne seraient pas affectés par les conflits armés. Deux questions méritent toutefois des éclaircissements: premièrement, les effets des conflits armés sur les relations conventionnelles entre États belligérants par opposition aux relations conventionnelles entre États belligérants et États non belligérants et, deuxièmement, le mécanisme de la remise en vigueur des traités dont l'application a été suspendue. La possibilité de l'interruption des relations conventionnelles avec des États tiers mérite un examen plus approfondi.

10. **M^{me} Belliard** (France) dit que la Commission devrait continuer de se concentrer sur le contenu du droit international coutumier et la codification de ce droit et non sur la normativité relative ou l'étude exclusivement théorique de questions qui ne se prêtent pas encore à codification. Elle se félicite du débat productif qui a eu lieu dans le cadre de la célébration du soixantième anniversaire de la CDI et espère qu'il y aura de nouveaux échanges de ce type à l'avenir.

11. La délégation française se félicite également de l'adoption en seconde lecture par la CDI du projet d'articles sur le droit des aquifères transfrontières et elle souscrit à l'approche en deux étapes recommandée par la CDI. Étant donné le caractère extrêmement technique du sujet et les problèmes scientifiques qu'il soulève, le projet d'articles doit être examiné en profondeur par les États Membres afin que l'Assemblée générale puisse déterminer à un stade ultérieur s'il est opportun d'élaborer une convention générale. La délégation française félicite la CDI de l'adoption en première lecture du projet d'articles sur les effets des conflits armés sur les traités, sur lequel elle entend communiquer des observations écrites détaillées.

12. S'agissant de l'immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère, l'entreprise de codification est utile parce qu'il existe un large corpus de droit coutumier et que la certitude juridique est nécessaire. La délégation française partage l'opinion du Rapporteur spécial sur la portée du sujet tel qu'exposée dans le rapport préliminaire (A/CN.4/601). Tous les représentants de l'État devraient en relever, même si les représentants du rang le plus élevé devraient faire l'objet de dispositions distinctes. Les travaux de la CDI seront beaucoup moins pertinents s'ils se limitent aux chefs d'État et de gouvernement et ministres des affaires étrangères. De plus, les immunités des agents diplomatiques, des fonctionnaires consulaires, des membres des missions spéciales et des représentants des États auprès des organisations internationales ne relèvent pas du sujet. La question des membres de la famille des représentants de l'État ne doit pas non plus être envisagée, car les membres de la famille ne jouissent d'aucune immunité en droit international coutumier.

13. Le sujet devrait se limiter à l'immunité des représentants de l'État de la juridiction pénale étrangère. La question de l'immunité de la juridiction de l'État de nationalité du représentant en question

relève de la seule compétence de cet État. L'immunité devant les tribunaux pénaux internationaux ne devrait pas non plus être étudiée dans le cadre du sujet, parce que ces tribunaux ont leurs propres règles en matière d'immunité. Enfin, la CDI devrait se pencher sur les immunités dont jouissent non seulement les représentants en fonction mais aussi les anciens représentants.

14. Les développements récemment intervenus en ce qui concerne la compétence universelle ou quasi universelle sont parmi les raisons pour lesquelles le sujet de l'immunité des représentants de l'État est actuel. Toutefois, cela n'est pas la seule raison. Dans le cas des infractions commises à l'étranger, un État peut être reconnu comme pénalement compétent pour d'autres raisons, en particulier la nationalité de la victime. Il est toutefois crucial d'éviter toute confusion entre compétence universelle et immunité. Comme la Cour internationale de Justice l'a noté dans l'affaire du *Mandat d'arrêt*, les règles régissant la compétence des tribunaux nationaux doivent être soigneusement distinguées de celles régissant les immunités juridictionnelles: la compétence n'implique pas l'absence d'immunité, et l'absence d'immunité n'implique pas la compétence. La CDI doit garder cette distinction à l'esprit lorsqu'elle examine la question des exceptions possibles à l'immunité en droit international coutumier.

15. La distinction entre immunité *ratione personae* et immunité *ratione materiae* est capitale, non seulement pour ce qui est du fondement de l'immunité, qui est principalement fonctionnel, mais aussi en ce qui concerne l'étendue des immunités auxquelles un représentant de l'État peut prétendre selon son rang dans l'appareil d'État. Cette distinction doit être confirmée et affinée. La CDI devrait examiner quels critères permettent de déterminer quels représentants de l'État doivent bénéficier de l'immunité *ratione personae*, compte tenu en particulier des arrêts de la Cour internationale de Justice.

16. Enfin, la délégation française est intéressée par toute étude que la CDI pourra mener sur les effets de l'immunité durant la phase précédant le procès et estime que la question de l'inviolabilité des représentants de l'État devrait être étudiée, étant donné les liens étroits entre inviolabilité et immunité.

17. S'agissant de l'expulsion des étrangers, les deux questions examinées en 2008 ont quelque peu détourné

la CDI de ce qui est l'essence du sujet. Sur la première question, à savoir l'expulsion de personnes ayant une double nationalité ou une pluralité de nationalités, ces personnes ne doivent pas être traitées différemment des autres nationaux. C'est pourquoi le principe de la non-expulsion des nationaux doit s'appliquer aux individus qui ont une ou plusieurs autres nationalités. Un article distinct sur ce point n'est pas nécessaire, car des éclaircissements peuvent être fournis dans le commentaire de l'article 4. S'agissant de la seconde question, celle de la perte de la nationalité et de la dénationalisation en relation avec l'expulsion, la délégation française pense avec le Rapporteur spécial qu'il n'y a pas de raison d'élaborer un article spécifique. Il suffira de renvoyer dans le commentaire aux règles sur la nationalité, tout en tenant compte du fait que ces questions – perte de la nationalité ou dénationalisation – peuvent se poser indépendamment d'une éventuelle expulsion future de la personne concernée.

18. En ce qui concerne les réserves aux traités, l'adoption par la CDI d'un grand nombre de directives fera à n'en pas douter du Guide de la pratique un document exhaustif. Quant aux questions précises sur lesquelles la CDI sollicite les vues des gouvernements, une distinction doit être faite entre l'effet juridique des déclarations interprétatives et celui des réserves, et il faut avoir cette distinction à l'esprit lorsque l'on examine la question des réactions aux déclarations et aux réserves et leurs effets respectifs. Le système des réserves, acceptations ou objections obéit aux règles du droit des traités, dont le caractère technique est illustré par les travaux actuels de la CDI. Il n'en est pas exactement de même des déclarations interprétatives et des réactions à celles-ci, qui s'inscrivent parfois dans un contexte plus large que celui du seul traité auquel elles ont trait et touchent la manière même dont les États interprètent leurs droits et obligations en droit international. La délégation française partage donc la prudence du Rapporteur spécial s'agissant d'étudier la théorie générale de l'acquiescement aux fins du projet en cours. De même, examiner en profondeur l'analogie entre l'approbation d'une déclaration interprétative et l'accord entre les parties concernant l'interprétation du traité irait bien au-delà de ce qui est nécessaire pour un projet de texte sur les réserves aux traités.

19. Il est toutefois justifié de distinguer entre les différentes réactions, à savoir l'approbation, la désapprobation, le silence et la requalification, même

si les effets de chacune soulèvent des problèmes différents. Dans certaines circonstances, le silence face à une déclaration interprétative peut être interprété comme un acquiescement. Toutefois, comme indiqué dans les directives 2.9.8 et 2.9.9, l'acceptation d'une déclaration interprétative ne se présume pas et ne peut se déduire du seul silence. Dans certaines circonstances, le silence ou la conduite d'un État ayant un intérêt direct et substantiel dans les détails ou les éclaircissements fournis par la déclaration interprétative d'une autre partie contractante seront inévitablement pris en considération pour interpréter le traité, par exemple en cas de différend entre les deux États contractants. Toutefois, le silence, lorsqu'il ne constitue pas un acquiescement à une déclaration interprétative, ne peut jouer de rôle dans les effets juridiques que peut produire la déclaration. Quoi qu'il en soit, la possibilité qu'ont les États contractants de clarifier ou de préciser le sens d'un traité ou de certaines dispositions d'un traité ne doit pas être ignorée.

20. Enfin, en ce qui concerne les conséquences d'une déclaration interprétative pour un État qui l'a expressément approuvée, un renvoi général aux règles coutumières sur l'interprétation des traités devrait suffire. D'une manière générale, les réactions aux déclarations interprétatives ne peuvent être enfermées dans des règles formelles ou de fond. Sauf lorsqu'un ou plusieurs États contractants requalifient une déclaration interprétative comme une réserve, le débat relevant alors des effets des réserves, il existe une souplesse inhérente au système des déclarations interprétatives et des réactions qu'elles produisent, conformément au rôle essentiel joué dans la vie du traité par l'intention des parties et leur interprétation du traité.

21. La délégation française s'intéresse aux travaux de la CDI concernant les traités dans le temps, en particulier la question des accords et de la pratique ultérieurs. Il serait particulièrement utile d'indiquer les caractéristiques de la règle coutumière d'interprétation des traités codifiée aux alinéas a) et b) du paragraphe 3 de l'article 31 de la Convention de Vienne de 1969. Il est important de recenser exactement les processus susceptibles d'amener une modification du droit international écrit, s'agissant en particulier de considérations autres que les accords ou la pratique des parties qui sont parfois pris en compte pour l'interprétation évolutive des traités.

22. **M. Tavares** (Portugal) dit, en ce qui concerne les nouveaux sujets, que sa délégation doute toujours que la "clause de la nation la plus favorisée" constitue un choix opportun, mais elle se félicite de l'inscription au programme de travail du sujet "Les traités dans le temps". D'autres sujets, comme le *jus cogens*, sont aussi très importants pour la consolidation du droit international.

23. Il faut se féliciter des efforts faits pour rendre le rapport de la CDI plus commode à utiliser et des initiatives récentes visant à revitaliser le débat sur les travaux de la CDI, comme la réunion tenue à Genève dans le cadre de la commémoration du sixième anniversaire de la CDI et les dialogues interactifs et réunions informelles de conseillers juridiques tenus durant les sessions de l'Assemblée générale. Toutefois, de nouvelles mesures doivent être prises pour renforcer les interactions entre la CDI et les gouvernements. Par exemple, les interventions des États à la Sixième Commission devraient être mises à la disposition des membres de la CDI, en particulier des rapporteurs spéciaux, et l'accès aux documents de la CDI devrait être amélioré. Une amélioration du site web de la CDI serait aussi la bienvenue. Afin de réaliser tout ces objectifs, une coopération active entre la CDI et le Secrétariat est essentielle.

24. Sur le sujet des ressources naturelles partagées, le représentant du Portugal dit que le projet d'articles sur le droit des aquifères transfrontières est bien équilibré et conforme au droit international contemporain. Le résultat final des travaux devrait être une convention-cadre. La délégation portugaise se félicite donc de la recommandation de la CDI tendant à ce que l'Assemblée générale envisage à un stade ultérieur la possibilité d'élaborer une convention. La Commission doit toutefois décider ce que signifie "à un stade ultérieur", en ayant à l'esprit la nécessité de stabiliser la réglementation des aquifères transfrontières.

25. Enfin, étant donné les similarités manifestes des points de vue juridique et géologique entre les eaux souterraines et le pétrole et le gaz, et l'importance du pétrole et du gaz dans les relations internationales contemporaines, la délégation portugaise engage la CDI à s'intéresser à cette question.

26. Pour ce qui est des effets des conflits armés sur les traités, la délégation portugaise se réjouit que le projet d'articles réponde à la plupart des préoccupations qu'elle avait exprimées à cet égard.

Elle se félicite en particulier de ce que l'"intention" ne soit plus un critère déterminant de la possibilité de l'extinction, du retrait ou de la suspension de l'application d'un traité; de l'exclusion des organisations internationales du champ d'application du projet d'articles; du caractère non exhaustif de la liste des catégories de traités demeurant en vigueur en cas de conflit armé; et de l'approche adoptée aux articles 8 à 12. Certaines questions essentielles doivent néanmoins encore être examinées. La portée du sujet ne doit pas être élargie aux situations de conflit armé interne ou dans lesquelles une seule partie au traité est partie à un conflit armé, situations l'une et l'autre adéquatement envisagées dans les dispositions pertinentes de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Dans ces situations, comme seul un État prévoit des difficultés dans l'exécution du traité, la question à étudier concerne la difficulté qu'il y a à exécuter le traité ou l'impossibilité de le faire. Dans le cas d'un conflit en cours entre des parties à un traité, la question est celle du niveau de confiance nécessaire pour l'exécution normale du traité.

27. La délégation portugaise pense également qu'un État agresseur ne doit pas être traité de la même manière qu'un État exerçant son droit de légitime défense s'agissant de déterminer la licéité du comportement. Toutefois, la question doit demeurer dans le cadre du droit des traités et ne doit pas s'étendre au droit du recours à la force. À cet égard, les tentatives faites, comme à l'article 15, pour lier le projet d'articles à une définition de l'agression sont préoccupantes. Le Groupe de travail spécial de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale sur le crime d'agression travaille sur la définition de l'expression "crime d'agression", et il importe d'éviter d'avoir plusieurs définitions pour des fins différentes. La prudence est donc de mise.

28. La délégation portugaise présentera des observations détaillées sur le projet d'articles en temps voulu.

29. **M^{me} Lijnzaad** (Pays-Bas) félicite la CDI d'avoir achevé le projet d'articles sur le droit des aquifères transfrontières. La réglementation internationale des utilisations des ressources naturelles partagées est de la plus haute importance pour les Pays-Bas, qui partagent de nombreuses ressources avec d'autres États. Elle encourage la CDI à poursuivre ses travaux sur le sujet.

30. Elle regrette toutefois que la plupart des observations et commentaires des Pays-Bas et d'autres États n'aient pas été pris en considération. En particulier, les Pays-Bas avaient fait des commentaires sur l'obligation de discuter de l'indemnisation si un dommage significatif est causé bien que la diligence voulue ait été exercée; l'obligation de s'abstenir, sur demande, d'exécuter ou d'autoriser l'exécution d'une activité projetée durant les consultations; et l'obligation de fournir une aide scientifique, technique, logistique et autres aux États en situation d'urgence. Malgré ces omissions, la délégation néerlandaise appuie l'approche en deux étapes préconisée et est prête à participer à des négociations sur l'adoption d'une résolution sur le sujet à la session en cours de l'Assemblée générale.

31. À la session précédente, la délégation néerlandaise avait affirmé qu'elle reconnaissait l'importance théorique du sujet des effets des conflits armés sur les traités mais qu'elle n'était toujours pas convaincue de la nécessité d'étudier le sujet, au motif que les conflits armés récents n'avaient apparemment pas soulevé de gros problèmes s'agissant du droit des traités. La délégation néerlandaise non seulement conteste la pertinence concrète du projet d'articles, mais elle pense aussi qu'il est nécessaire de se demander si ce projet contribuera réellement à la promotion de la sécurité et de la stabilité des relations juridiques entre sujets de droit international.

32. Elle est par ailleurs préoccupée par la portée du nouveau sujet proposé, "Les traités dans le temps". Il sera difficile d'exécuter un plan de travail aussi vaste et ambitieux durant le quinquennat en cours. La délégation néerlandaise engage vivement la CDI à reconsidérer la portée du sujet et à s'efforcer d'aboutir à des résultats pratiques. L'étude du sujet n'est pas non plus souhaitable si elle doit entraîner une remise en cause du droit des traités en vigueur. Mises à part les situations dans lesquelles un traité est conclu pour une période limitée, l'intention des parties à un traité est que celui-ci dure indéfiniment. De plus, on considère qu'un traité demeurera en vigueur, et continuera nécessairement d'exister, en dépit des changements de circonstance, de l'évolution des interprétations et de la pratique ultérieure.

33. Les notions d'accords et de pratique ultérieurs semblent être utilisées presque comme des synonymes dans une grande partie du texte. Il est toutefois nécessaire de distinguer entre la pratique ultérieure, le

problème étant que cette pratique n'est souvent pas facilement accessible et ne se développe pas de manière organisée et consciente, et l'accord ultérieur, qui implique que des décisions ont été prises délibérément pour développer le droit. Les deux notions doivent être étudiées séparément.

34. Pour la délégation néerlandaise, la prudence s'impose s'agissant de la "clause de la nation la plus favorisée", qui appelle une analyse plus large. L'étude de cette clause relève non seulement du droit international mais aussi d'un domaine plus spécialisé, celui du droit économique international. En outre, comme la plus grande partie de la jurisprudence pertinente est confidentielle, les éléments disponibles pour les recherches risquent d'être en quantité limitée.

35. **M. Ehrenkrona** (Suède), parlant au nom des pays nordiques au sujet des réserves aux traités, dit que ces pays appuient l'idée d'étudier de manière approfondie les déclarations interprétatives et les réactions à celles-ci dans le cadre de l'examen des réserves. L'utilisation des déclarations interprétatives est très répandue, et trop souvent ces déclarations causent des difficultés parce qu'elles sont similaires à des réserves. Un guide de la pratique sur les réserves ne serait pas complet s'il n'envisageait pas également l'utilisation des déclarations interprétatives.

36. Il faut toutefois être prudent en la matière. Les règles existantes de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités doivent recevoir plein effet. Aux termes de l'article 2 de cette convention, une réserve est une déclaration unilatérale, quel que soit son libellé ou sa désignation, par laquelle un État vise à exclure ou à modifier l'effet juridique de certaines dispositions d'un traité; les mots clés sont "quel que soit son libellé ou sa désignation". Une déclaration interprétative est en fait une "réserve déguisée" et doit être traitée comme une réserve et non comme constituant une nouvelle catégorie. Le mot "requalification" risque d'être mal interprété et de donner l'impression qu'à un moment donné, la "réserve déguisée" peut avoir été, ou a en fait été, une déclaration interprétative jusqu'à ce qu'elle soit "requalifiée". L'objectif devrait être d'"interpréter" la déclaration interprétative et de décider si oui ou non elle vise à exclure ou à modifier l'effet juridique des dispositions du traité. Une fois qu'on a conclu qu'une "véritable" déclaration interprétative a été faite, les États ont la possibilité de réagir, mais ils ne sont pas tenus de le faire. D'autre part, si la déclaration constitue une réserve, les États

sont obligés d'agir s'ils souhaitent formuler une objection. Si la réserve est incompatible avec l'objet et le but du traité, elle n'a aucun effet juridique, même en l'absence d'objection.

37. La pratique consistant à exclure les réserves invalides de la relation conventionnelle entre les États concernés est bien conforme à l'article 19 de Convention de Vienne. Cette possibilité préserve les relations conventionnelles bilatérales et ouvre la possibilité d'un dialogue dans le cadre du régime conventionnel.

38. S'agissant des déclarations interprétatives conditionnelles, les pays nordiques souscrivent à l'idée exprimée dans la directive 1.2.1, à savoir qu'elles ressemblent dans une large mesure à des réserves et doivent donc souvent être traitées comme telles. Les déclarations interprétatives conditionnelles diffèrent toutefois des réserves en ce qu'elles peuvent être considérées comme des déclarations interprétatives si l'interprétation qu'elles contiennent est acceptable.

39. Dans le cas d'une "véritable" déclaration interprétative, le projet de directive 2.9.8 est un ajout prudent, en ce qu'il énonce une évidence à savoir que l'approbation ou l'opposition à une déclaration interprétative ne se présume pas. Les véritables déclarations interprétatives ne peuvent se voir accorder aucune autre pertinence que celle que les règles régissant l'interprétation des traités leur accordent. Comme indiqué dans le premier alinéa du projet de directive 2.9.9, le consentement d'un État à une déclaration interprétative ne peut être déduit de son seul silence. De plus, il n'est pas utile d'essayer de créer un régime distinct dans le cadre duquel l'acquiescement pourrait jouer un rôle spécifique s'agissant des déclarations interprétatives. Comme l'approbation d'une déclaration interprétative constitue un accord ultérieur au sujet de l'interprétation, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 31 de Convention de Vienne de 1969, les règles générales régissant la formation d'un accord sont suffisantes.

40. En bref, la différence entre une réserve et une déclaration interprétative réside essentiellement dans la signification attribuée au silence. Le silence face à une réserve constitue une acceptation, avec la seule exception des réserves contraires à l'objet et au but du traité, tandis que le silence face à une déclaration interprétative ne peut jamais avoir d'effets juridiques

autres que ceux prévus par les règles en vigueur de l'interprétation des traités.

41. **M^{me} Defensor-Santiago** (Philippines) dit que ses observations sur le Guide de la pratique sur les réserves aux traités seront axées sur le projet de directive 2.1.9, relatif à la motivation (A/63/10, par. 124). Ce projet peut être interprété comme signifiant que si une partie à un traité choisit de faire une réserve, elle devra assumer le "fardeau" de la motiver. Il est toutefois probable que l'État ou l'organisation internationale concerné fera tout son possible pour éviter ce "fardeau" et choisira de ne pas être encouragé par la directive. En conséquence, le commentaire de la CDI selon lequel cette directive ne rendra pas la formulation des réserves plus difficile n'est pas très réaliste.

42. L'alinéa d) du paragraphe 1 de l'article 2 des Conventions de Vienne de 1969 et 1986, aux termes duquel une réserve est définie comme libellée ou désignée unilatéralement et comme reflétant l'intention de la partie réservataire, ménage une large liberté, qui relève de l'exercice de la souveraineté s'agissant de déterminer les relations juridiques des parties au moyen des réserves. On peut se demander si cette condition est remplie si une partie à un traité qui formule une réserve est obligée de la motiver (au titre de la directive 2.1.9).

43. S'agissant du chapitre III, sur les contremesures, du rapport du Rapporteur spécial sur la responsabilité des organisations internationales (A/CN.4/597), la délégation philippine pense que la CDI devrait dans la mesure du possible considérer que la nature et les limites des contremesures sont régies par l'instrument constitutif de l'organisation internationale et que les projets d'article sur ce sujet devraient être appliqués en tant que règles supplétives. Ce mécanisme garantirait le respect de l'indépendance et de la personnalité distincte de l'organisation. Les États auraient aussi la possibilité, dès la constitution de l'organisation, de décider des questions concernant les contremesures conformément à la nature de l'organisation internationale, qu'ils détermineraient.

44. L'importance du projet d'article sur les obligations qui ne sont pas affectées par les contremesures tient à l'identification des diverses normes du droit international général considérées comme impératives ou relevant du *jus cogens*. La notion de *jus cogens* a des implications plus larges que

celles énoncées aux articles 53 et 64 de la Convention de Vienne de 1969, à savoir qu'un traité en conflit avec une norme impérative du droit international est nul et prend fin.

45. Le commentaire de l'article 46 (A/63/10, par. 165) ne semble pas couvrir la situation dans laquelle l'obligation violée par une organisation internationale est due à la "communauté internationale dans son ensemble", en d'autres termes, les obligations *erga omnes*. Cette disposition fournit une approche du *locus standi* par l'introduction de la catégorie des États ou organisations internationales "atteints spécialement". Étant donné le caractère *erga omnes* de telles obligations, la perspective d'une multiplicité d'actions intentées par des États spécialement atteints (lésés) mérite de retenir l'attention. La délégation philippine se demande comment les intérêts des États ou organisations qui ne sont pas spécialement atteints seront envisagés dans le cadre de l'invocation de la responsabilité d'une organisation internationale au titre du sous-alinéa i) de l'alinéa b) de l'article 46.

46. **M. Popkov** (Biélorus) dit que sa délégation espère que la CDI achèvera rapidement ses travaux sur le projet de Guide de la pratique, qui constituera un outil très utile pour évaluer l'utilisation des réserves et déclarations interprétatives par les États. Le Rapporteur spécial et la CDI veulent à juste titre établir un document équilibré qui concilie les diverses approches de la codification des réserves et déclarations interprétatives et serve également le développement progressif du droit international des traités. La relation de travail étroite entre la CDI et la Commission est illustrée par le fait que le Guide a, ces dernières années, été profondément révisé en réponse à des observations des délégations.

47. La délégation du Biélorus appuie d'une manière générale l'utilisation réfléchie et limitée des réserves par les États. Utilisées abusivement, toutefois, les réserves peuvent porter atteinte à l'intégrité et à la stabilité des relations conventionnelles internationales. La délégation du Biélorus craint donc que l'on crée un précédent à l'utilisation généralisée des réserves en modifiant directement ou indirectement les dispositions de base de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Le Guide de la pratique ne doit pas être considéré comme encourageant l'utilisation des réserves par les États dans leur intérêt national et au détriment des grands accords internationaux.

48. Lors des précédentes sessions de l'Assemblée générale, la délégation du Bélarus a exprimé ses vues sur la formulation tardive des réserves, sur la procédure suivie par le dépositaire pour réagir à une réserve incompatible avec l'objet et le but du traité et sur d'autres pratiques nouvelles. Certains doutes se sont exprimés sur le point de savoir si les dispositions du Guide de la pratique relatives à ces questions étaient compatibles avec la Convention de Vienne, mais elles n'ont rien de révolutionnaire. Elles peuvent par contre encourager l'apparition d'un nouveau droit international coutumier et prévenir celle de tendance indésirables dans les relations conventionnelles internationales.

49. Le projet de Guide de la pratique devrait indiquer le fondement en droit international de la pratique des déclarations interprétatives unilatérales en établissant un lien entre ces déclarations et les articles 31 et 32 de la Convention de Vienne. Les déclarations interprétatives peuvent être considérées comme un moyen d'aboutir à un accord sur l'interprétation d'une disposition donnée. Le Guide devrait distinguer clairement entre les réserves et les déclarations interprétatives. La délégation du Bélarus est donc très réservée face à la proposition de créer deux catégories de déclarations interprétatives, les déclarations "simples" et les déclarations "conditionnelles". Les déclarations interprétatives conditionnelles sont assurément, à toutes fins utiles, des réserves du point de vue juridique. L'utilisation même du mot "conditionnelles" indique que l'État subordonne son consentement à être lié par le traité à une réserve que les autres États sont obligés d'accepter. Les déclarations interprétatives doivent plutôt être vues comme une manière pratique d'éliminer les ambiguïtés et obscurités que peut contenir un traité ou de l'envisager dans la perspective de la législation interne.

50. La délégation du Bélarus pense elle aussi que le régime des réserves doit s'appliquer aux déclarations interprétatives conditionnelles. La validation dans le Guide de la pratique de l'utilisation des déclarations interprétatives conditionnelles risque d'encourager l'utilisation de réserves "déguisées" en déclarations interprétatives conditionnelles. Une telle pratique risque de faire naître des différends et de porter atteinte à l'intégrité tant des traités multilatéraux, auxquels les réserves ne sont pas autorisées, que des traités bilatéraux, auxquels tous les États ne reconnaissent pas l'admissibilité des réserves.

51. S'agissant des moyens d'exprimer l'approbation d'une déclaration interprétative, il serait incorrect d'adopter telle quelle la procédure prévue dans la Convention de Vienne. Le seul silence, non accompagné du comportement correspondant, conformément à l'article 45 de la Convention, ne suffit pas à établir qu'un État approuve une déclaration interprétative. La CDI devrait énoncer des critères précis indiquant l'approbation, par exemple les trois critères suivants, satisfaits simultanément: le silence, le comportement et l'écoulement d'un laps de temps raisonnable.

52. La question des effets des déclarations interprétatives doit être envisagée à la lumière du principe de l'estoppel, qui encourage l'honnêteté et la responsabilité dans les relations juridiques internationales. Un État qui a fait une déclaration interprétative ne devrait pas pouvoir ultérieurement, sans l'accord des autres États ou organisations internationales ayant approuvé cette interprétation, retirer ou modifier sa déclaration. Les États ou organisations internationales ayant consenti à une déclaration interprétative ne devraient pas pouvoir invalider celle-ci au moyen d'un accord ultérieur avec l'État ou l'organisation ayant formulé la déclaration interprétative.

53. L'expression d'une objection raisonnée à une déclaration interprétative devrait être centrée sur l'entrée en vigueur et l'application des dispositions sur lesquelles porte la déclaration plutôt que sur la déclaration elle-même. Par leur nature, les déclarations interprétatives n'ont aucun effet juridique et il est donc absurde de traiter les conséquences d'une objection à une déclaration comme similaire aux conséquences d'une objection à une réserve. Les objections injustifiées, qui peuvent être dictées par des considérations purement politiques, ne doivent pas être considérées comme ayant des conséquences juridiques. La délégation du Bélarus espère que la CDI achèvera ses travaux sur les réserves aux traités en coopération étroite avec les États Membres, en tenant pleinement compte de la pratique internationale et de la manière dont le Guide pourrait affecter celle-ci.

54. S'agissant de la responsabilité des organisations internationales, les travaux de la CDI contribuent considérablement au développement de la notion de responsabilité internationale et au renforcement du fondement juridique international des activités des organisations internationales. Nombre des règles

juridiques internationales sur la responsabilité de l'État sont applicables à la responsabilité des organisations internationales. Celle-ci a toutefois ses caractéristiques propres étant donné la nature juridique particulière des organisations. Dans l'ensemble, le projet d'articles élaboré par la CDI tient compte de ces caractéristiques de manière satisfaisante. Toutefois, des carences subsistent, qui ont fait l'objet lors de sessions précédentes d'observations critiques de diverses délégations, dont celle du Bélarus. Celle-ci espère que le Rapporteur spécial accordera l'attention voulue à ces observations dans son septième rapport et proposera des modifications des projets d'articles relatifs au fondement de la responsabilité, aux circonstances excluant l'illicéité, à la responsabilité des organisations internationales du fait d'un État ou d'une autre organisation internationale, entre autres questions.

55. Une organisation internationale peut être responsable de faits illicites et formuler des réclamations en cas de dommage à elle causé par un État ou une autre organisation internationale. Ces deux aspects de la responsabilité des organisations internationales doivent être pleinement pris en considération dans l'élaboration des projets d'articles sur la mise en œuvre de la responsabilité.

56. Il est regrettable que ces projets d'articles n'envisagent pas la question du recours à des contremesures, par une organisation internationale lésée, contre un État ayant commis un fait illicite. La question n'est pas simple, car elle appelle une distinction entre les contremesures prises par une organisation internationale à raison d'un dommage qui lui a été causé directement et les sanctions relevant de sa compétence qui peuvent être imposées. Toutefois, l'absence de projets d'articles sur le sujet laisse subsister une lacune dans le droit de la responsabilité internationale et risque d'être interprétée comme limitant le droit des organisations internationales possédant la personnalité juridique internationale de présenter des réclamations lorsqu'un dommage leur est causé.

57. La délégation du Bélarus souscrit à l'opinion selon laquelle la relation entre une organisation internationale et ses membres en matière de contremesures doit être traitée différemment de la relation entre une organisation internationale et les États lésés qui n'en sont pas membres. Toutefois, le fait que le projet d'articles prévoit le recours à des contremesures uniquement si ce recours n'est pas

incompatible avec les règles de l'organisation en question limite considérablement la possibilité pour les États Membres, d'une part, de réagir au cas où une organisation internationale n'exécute pas les obligations que ses statuts ou d'autres instruments juridiques internationaux mettent à sa charge et, d'autre part, d'obtenir une indemnisation adéquate pour le dommage causé.

58. Des conditions plus rigoureuses doivent être établies s'agissant de la proportionnalité des contremesures prises par les États Membres contre une organisation internationale. Le recours à des contremesures par des États Membres ne devrait pas empêcher l'organisation internationale d'exercer sa compétence fonctionnelle dans l'intérêt général, social, humanitaire et autre de membres qui ne sont pas associés au fait illicite de l'organisation. Les contremesures des États Membres risquant de porter atteinte ou de paralyser les activités de l'organisation devraient être interdites.

59. Le projet d'article sur l'objet et les limites des contremesures devrait indiquer clairement la procédure du recours à des contremesures, car en pratique ce recours peut porter atteinte non seulement aux droits et intérêts de l'organisation qui a commis le fait internationalement illicite, mais aussi aux intérêts de ses États Membres. De plus, aussi bien les États ayant contribué à la commission du fait internationalement illicite par l'organisation que les États qui s'y sont activement opposés se verraient privés du bénéfice de la coopération internationale. La CDI devrait examiner plus en détail comment protéger les droits des États qui n'ont pas appuyé la commission du fait illicite.

60. La CDI devrait réévaluer toutes les conséquences du droit d'une organisation internationale d'invoquer la responsabilité en cas de violation d'une obligation due à la communauté internationale dans son ensemble. Les normes juridiques internationales relatives à la possibilité d'invoquer la responsabilité pour la violation d'une telle obligation en sont encore à leur développement initial et sont principalement liées à la mise en œuvre de la responsabilité des États. Ce droit d'invoquer la responsabilité à raison de la violation d'une obligation due à la communauté internationale dans son ensemble ne devrait pas être accordé à toutes les organisations internationales mais uniquement à celles à composition quasi universelle et ayant un champ d'activités mondial, et pouvant en conséquence prétendre protéger les intérêts de l'ensemble de la

communauté internationale. Il n'y a aucune raison d'accorder un tel droit aux organisations régionales, dont les fonctions ne doivent pas aller au-delà du traitement des problèmes régionaux et de la protection des intérêts directs de leurs États membres.

61. **M. You Ki-Jun** (République de Corée) déclare, s'agissant des réserves aux traités, que sa délégation appuie le consensus à la CDI de ne pas s'écarter des dispositions pertinentes des Conventions de Vienne de 1969, 1978 et 1986 et souligne que le Guide de la pratique devrait éviter d'introduire trop de nouveaux termes qui n'existaient pas lorsque ces conventions ont été conclues.

62. La CDI devrait réévaluer sa décision de 2001 et se demander s'il convient de conserver en l'état les directives sur les déclarations interprétatives conditionnelles ou de les remplacer par une seule directive assimilant ces déclarations à des réserves. Le projet de directive 2.1.9 dispose qu'une réserve doit dans toute la mesure possible être motivée; or l'article 19 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités n'exige pas une telle motivation. Le projet de directive 2.6.5 dispose qu'un État ou une organisation internationale habilités à devenir partie à un traité peuvent formuler une objection à une réserve, alors que l'article 20 de la Convention de Vienne de 1969 mentionne simplement "un autre État contractant". Le projet de directive 2.9.3 définit la "requalification" laquelle n'est, selon le Rapporteur spécial, qu'une des quatre formes de réaction aux déclarations interprétatives; or la délégation de la République de Corée estime qu'il n'est peut-être pas judicieux d'introduire de nouveaux termes, non conventionnels, dans le Guide de la pratique, car la CDI risque ainsi de réécrire le régime de la Convention de Vienne.

63. Les réserves, pour le meilleur ou pour le pire, sont nécessaires pour assurer la participation de nombreux États aux régimes conventionnels, et il serait contreproductif d'adopter des règles trop restrictives en ce qui les concerne. Il faut réaliser un équilibre entre la plus large participation des États aux traités multilatéraux et le maintien de l'unité des régimes conventionnels.

64. Le succès des travaux d'élaboration du projet d'articles sur la responsabilité des organisations internationales rappellerait l'œuvre accomplie par la CDI en ce qui concerne la Convention de Vienne sur le

droit des traités. La responsabilité des organisations internationales et la responsabilité de l'État sont les deux piliers de la responsabilité internationale pour fait internationalement illicite, et cette responsabilité doit être définie dans le cadre d'un régime fondamentalement uniforme, comparable à la relation entre les traités entre États et les traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales. Même s'il peut y avoir des différences entre les États et les organisations internationales, limiter les contre-mesures, en ce qui concerne ces dernières à "l'inexécution des obligations contractuelles découlant de relations conventionnelles impliquant cette organisation" est une chose, mais nier complètement aux organisations internationales la possibilité de recourir à des contre-mesures en est une autre.

65. S'agissant de l'expulsion des étrangers, la délégation de la République de Corée souligne que l'interdiction absolue de l'expulsion des nationaux est un principe juridique international bien établi étayé par un certain nombre d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; la CDI devrait donc axer ses travaux sur l'expulsion des étrangers et non sur des questions comme la nationalité ou la dénationalisation.

66. **M. Duan Jielong** (Chine) déclare, au sujet des réserves aux traités, que le projet de directive 2.6.5 ("Auteur") indique qu'une objection à une réserve peut être formulée par deux catégories d'entités: un État contractant ou une organisation internationale contractante et un État ou une organisation internationale ayant qualité pour devenir partie au traité. Si la délégation chinoise approuve la première catégorie, elle a des doutes en ce qui concerne le droit des États et organisations relevant de la dernière de formuler des objections avant de devenir parties à un traité, puisqu'une telle déclaration ne produit aucun effet juridique avant que l'État ou l'organisation internationale concernée consente à être lié par le traité; le projet de directive ne doit pas nécessairement prévoir les actes qui n'ont aucun effet juridique. De plus, reconnaître le droit d'un État ou d'une organisation internationale de formuler une objection à une réserve faite par un État contractant avant que celui-ci soit devenu partie au traité soulève un certain nombre de problèmes juridiques, comme la question de savoir si l'État ou l'organisation internationale formulant l'objection est tenu de la notifier au depositaire du traité conformément aux dispositions de

celui-ci, ou si le dépositaire est tenu de communiquer cette objection aux parties contractantes.

67. D'une manière générale, la délégation chinoise est satisfaite des projets de directive sur les déclarations interprétatives; toutefois, le second paragraphe du projet de directive 2.9.9 peut être amélioré. Premièrement, sa relation avec le projet de directive 2.9.8 doit être clarifiée, puisque ce dernier dispose que l'approbation ou l'opposition à une déclaration interprétative ne se présume pas, alors qu'il a à l'évidence pour effet d'énoncer des présomptions au sujet des déclarations interprétatives. Deuxièmement, on peut se demander s'il existe dans la pratique des États un fondement à la proposition selon laquelle l'État ou l'organisation qui ne dit mot est réputé acquiescer et, dans l'affirmative, dans quelles circonstances il serait approprié de présumer ainsi et quels facteurs doivent être pris en considération.

68. Les huit articles adoptés par la CDI sur la responsabilité des organisations internationales suivent dans l'ensemble, par analogie, le libellé des dispositions correspondantes des articles sur la responsabilité de l'État, étayés par l'opinion et la pratique de quelques organisations internationales, comme l'Union européenne. Cette approche a ses mérites, puisque des règles applicables dans une situation peuvent être appliquées dans une situation comparable mutatis mutandis, et parce qu'il y a de nombreuses similarités entre la responsabilité de l'État et celle des organisations internationales. Toutefois, l'extension par analogie ne peut s'appliquer à la responsabilité des organisations internationales que dans des circonstances similaires. Il n'est pas justifié d'étendre les règles des articles sur la responsabilité de l'État qui sont controversées et qui ne sont pas étayées par la pratique internationale à la responsabilité des organisations internationales. De plus, la question de la responsabilité des États et autres sujets de droit international est liée à l'application du droit international et, à cet égard, peut porter atteinte au droit des sujets de droit international. En conséquence, la CDI devrait être plus prudente lorsqu'elle procède par analogie avec les articles sur la responsabilité de l'État.

69. S'agissant des modalités d'invocation de la responsabilité lorsqu'il y a une pluralité d'États ou d'organisations internationales responsables, le paragraphe 2 de l'article 51 prévoit un ordre d'invocation de la responsabilité par l'État ou

l'organisation internationale lésé, distinguant entre la "responsabilité principale" de l'organisation internationale responsable et la "responsabilité subsidiaire" des membres de cette organisation. Pour la délégation chinoise, un tel ordre d'invocation n'est pas approprié dans le cadre d'une règle générale. À tout le moins, dans tous les cas visés aux articles 25 à 28, un État ou une organisation internationale lésé devrait avoir le droit de décider de l'ordre dans lequel il ou elle invoque la responsabilité de l'État ou de l'organisation internationale responsable.

70. L'article 52, relatif à l'invocation de la responsabilité par un État autre que l'État lésé ou par une organisation internationale autre que l'organisation lésée, intéresse la question des contre-mesures. Si un État tiers ou une organisation internationale tierce a le droit d'invoquer la responsabilité, la question se pose de savoir s'il ou elle a aussi le droit de prendre des contre-mesures. C'est pourquoi cet article doit être examiné en même temps que les articles sur les contre-mesures, que la CDI a déjà examinés mais n'a pas encore adoptés. Il n'y a pas de pratique établie concernant l'invocation de la responsabilité des organisations internationales par un État tiers ou une organisation internationale tierce, et même dans les articles sur la responsabilité de l'État, une telle approche est très controversée.

71. Sur la question de savoir si une organisation internationale a le droit de prendre des contre-mesures et si de telles mesures peuvent être prises contre une organisation internationale, ou même si le projet d'articles doit contenir des dispositions sur les contre-mesures, la délégation chinoise estime que traiter des contre-mesures dans le cadre de la responsabilité des organisations internationales est problématique. Ces organisations sont différentes des États, en ce qu'elles représentent un certain degré de convergence des États en tant que sujets indépendants dans un monde décentralisé, alors que les contre-mesures sont principalement conçues pour une communauté internationale non organisée et sans grande interdépendance. Introduire la notion de contre-mesures dans le régime de la responsabilité des organisations internationales est contraire à la fonction exercée par ces organisations, à savoir coordonner la communauté internationale. La CDI devrait donc être extrêmement prudente s'agissant de prévoir des contre-mesures.

72. **M^{me} Ruiz Cerutti** (Argentine) dit qu'à sa soixantième session, la CDI a réalisé des progrès significatifs dans ses travaux sur les déclarations interprétatives, un sujet sur lequel les Conventions de Vienne de 1969, 1978 et 1986 sont muettes, et qui est particulièrement important dans le cas des traités interdisant les réserves. D'une manière générale, l'Argentine approuve le contenu des projets de directives proposés et souscrit à la décision de ne pas transposer aux déclarations interprétatives les dispositions qui sont applicables aux réserves, même si l'absence de doctrine et le peu de pratique concernant ces déclarations pourraient inciter la CDI à rechercher des solutions inspirées par le régime juridique des réserves.

73. L'Argentine approuve en particulier le texte proposé pour définir l'opposition à une déclaration interprétative qui figure dans le projet de directive 2.9.2, selon lequel un État n'est pas tenu de se limiter à rejeter l'interprétation proposée dans la déclaration interprétative mais peut aussi proposer une autre interprétation. L'Argentine considère aussi que le projet de directive 2.9.3 concerne un aspect fondamental de l'opposition aux déclarations interprétatives en donnant aux États la possibilité de requalifier ces déclarations lorsque, en raison des effets juridiques qu'elles visent, on peut les considérer comme des "réserves déguisées". Il est extrêmement important de tenir compte de ce projet de directive lorsque l'on examine les déclarations interprétatives faites au sujet de traités qui n'autorisent pas ni n'interdisent expressément la formulation de réserves, comme ceux relatifs à la protection des personnes; à cet égard, le second paragraphe du projet de directive, qui dispose que lorsqu'ils procèdent à une requalification, les États ou les organisations internationales doivent tenir compte des projets de directives 1.3 à 1.3.3, est essentiel. La délégation argentine pense aussi que le libellé du projet de directive 2.9.4 rend adéquatement compte de la faculté qu'ont les États de réagir à tout moment à une déclaration interprétative, même avant l'entrée en vigueur, pour l'auteur de l'approbation, de l'opposition ou de la requalification, du traité sur lequel porte cette déclaration.

74. Pour la délégation argentine, la règle selon laquelle l'approbation ou l'opposition à une déclaration interprétative ne se présume pas qui est énoncée dans le projet de directive 2.9.8 est spécialement pertinente,

parce qu'elle reflète un trait spécifique qui distingue les déclarations interprétatives des réserves, à savoir que les États ne sont pas tenus d'y réagir. La même position est correctement reflétée au premier paragraphe du projet de directive 2.9.9. Néanmoins, la délégation argentine pense comme le Rapporteur spécial que le principe doit être envisagé avec souplesse, comme le permet le second paragraphe du projet de directive, même s'il est peut-être nécessaire de trouver une définition plus précise de ce que l'on entend par "certaines circonstances particulières" pour éviter les malentendus dans l'application de la directive. Pour ce qui est du projet de directive 2.9.10 sur les réactions aux déclarations interprétatives conditionnelles, la délégation argentine approuve le caractère provisoire du libellé, estimant qu'il est prématuré de décider si ce type de déclaration, du point de vue de sa nature juridique, constitue une déclaration interprétative ou une réserve. Malgré cela, il convient de se souvenir que quel que soit le nom que l'on donne à ce type de déclaration, la distinction doit reposer sur l'existence d'une intention de modifier les effets juridiques des dispositions conventionnelles.

75. S'agissant de la responsabilité des organisations internationales, le sixième rapport du Rapporteur spécial (A/CN.4/597) suit l'économie générale des articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite. Le gros de la doctrine reconnaît que les normes régissant la responsabilité de l'État peuvent être appliquées aux organisations internationales, moyennant les modifications nécessaires. À cet égard, la représentante de l'Argentine appelle l'attention sur le rapport de 1996 du Secrétaire général consacré aux aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies (A/51/389). De plus, la généralité et la souplesse du projet d'articles le rendent applicable à une grande diversité d'organisations internationales.

76. La délégation argentine appuie les dispositions des articles sur l'invocation de la responsabilité par un État lésé ou une organisation internationale lésée, la notification des demandes par une organisation ou un État lésé et l'admissibilité des demandes qui reprennent, d'une manière générale, les dispositions correspondantes des articles sur la responsabilité de l'État. En particulier, elle est d'accord que toute règle applicable à la nationalité des réclamations devrait être respectée, et qu'il est nécessaire d'épuiser tous les

recours disponibles et effectifs ouverts par l'organisation contre laquelle la réclamation est formulée, lorsqu'une règle exigeant l'épuisement des ressources internes est applicable. La souplesse du libellé de cette dernière disposition la rend adaptable aux différents types d'organisations.

77. S'agissant de la perte du droit d'invoquer la responsabilité, la délégation argentine considère que, bien que les dispositions des articles sur la responsabilité de l'État soient applicables à la responsabilité des organisations internationales en ce qui concerne l'organe de l'organisation qui est compétent pour renoncer à la demande, les règles de l'organisation elle-même doivent être prises en considération.

78. La délégation argentine approuve la formulation des articles 50 et 51, qui sont alignés sur les articles correspondants sur la responsabilité de l'État. Pour ce qui est de l'article 51, il importe de tenir compte du principe fondamental selon lequel une organisation a une personnalité juridique distincte de celle de ses membres et qu'en conséquence, la responsabilité conjointe ou subsidiaire éventuelle des États Membres dépendra avant tout des caractéristiques et règles particulières de l'organisation. D'une manière générale, la délégation argentine appuie l'article 52 sur l'invocation de la responsabilité par une entité autre qu'un état lésé ou une organisation internationale lésée. Toutefois, une organisation internationale qui n'est pas lésée ne peut invoquer que la violation d'une obligation qui affecte la communauté internationale dans son ensemble lorsqu'elle a pour fonction de protéger les intérêts de ladite communauté. De plus, l'organisation doit avoir vocation universelle ou comprendre un nombre représentatif d'États Membres pour légitimiser sa réclamation à raison d'une violation d'une obligation affectant la communauté internationale dans son ensemble.

79. La question qui est au cœur des débats de la CDI sur les contre-mesures, à savoir l'opportunité d'autoriser les États ou organisations lésés à y recourir contre une organisation internationale responsable de la violation d'une obligation internationale, est à aborder avec beaucoup de prudence. La délégation argentine salue les efforts faits par le Groupe de travail, qui a abouti à la conclusion que le projet d'articles doit réglementer adéquatement les conditions et les limites du recours à des contre-mesures, compte tenu des particularités des organisations internationales.

80. **M. Witschel** (Allemagne) déclare, en ce qui concerne les questions figurant au paragraphe 26 du rapport, que les déclarations interprétatives "simples", comme elles sont appelées dans le rapport, ne doivent pas être traitées comme des réserves telles que celles-ci sont définies à l'article 2 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. En l'absence d'explication, il est difficile de savoir quelle signification donner au silence d'un État face à une déclaration interprétative; c'est probablement ce qui explique que la pratique des États soit rare. Quoi qu'il en soit, le silence ne peut être considéré comme une réaction rendant la déclaration opposable à l'État concerné: les États ne sont aucunement tenus de réagir aux déclarations interprétatives, et ces déclarations ne peuvent limiter les droits des autres parties. Le silence a toutefois un effet juridique lorsque, selon la pratique générale des États, une protestation de l'État ou de l'organisation internationale concernée contre l'interprétation donnée s'imposerait. Dans de tels cas, une partie qui ne proteste pas est considérée comme ayant donné son consentement. La sentence de la Cour permanente d'arbitrage dans l'affaire des *Pêcheries des côtes septentrionales de l'Atlantique* est particulièrement pertinente à cet égard. Quant à la question posée à l'alinéa c) du paragraphe 26, le silence ne peut être décrit comme faisant partie des effets juridiques d'une déclaration; il s'agit plutôt d'une réaction à une déclaration et ainsi d'une condition préalable à tout effet juridique.

81. En ce qui concerne les conséquences d'une déclaration interprétative pour son auteur (par. 27 a)), l'auteur est, pour la délégation allemande, obligé uniquement une fois que l'autre partie a fait fond sur la déclaration, par exemple en exprimant son approbation. Si l'approbation n'a pas été expressément manifestée, le principe de l'estoppel peut intervenir. Quant aux conséquences pour un État ou une organisation internationale qui a approuvé la déclaration (par. 27 b)), l'interprétation donnée dans la déclaration s'impose entre l'État ou l'organisation internationale qui a approuvé la déclaration et l'auteur de celle-ci. La situation est analogue à celle envisagée à l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 31 de la Convention de Vienne.

82. S'agissant des conséquences d'une déclaration interprétative pour un État ou une organisation qui s'y sont expressément opposés, cette opposition peut limiter ou exclure les conséquences juridiques visées

par la déclaration, comme indiqué dans le projet de directive 2.9.2. Un différend non réglé entre une partie et l'auteur d'une déclaration, toutefois, ne rend pas la disposition en question, ni, de fait, l'ensemble du traité, inapplicable entre les deux parties.

83. Les réponses aux questions qui précèdent couvrent plus ou moins la question figurant au paragraphe 28. Il faut toutefois ajouter que pour une déclaration interprétative le consentement de toutes les parties est requis, si l'on veut appliquer l'analogie avec l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 31 de la Convention de Vienne. Un tel accord devra être pris en compte lors de l'interprétation du traité, dès lors que les réactions des autres parties le permettent.

84. Les travaux de la CDI sur la responsabilité internationale des organisations internationales tirent assurément profit de ses travaux sur la responsabilité de l'État. Bien qu'il souscrive à la déclaration de l'Union européenne, en particulier à sa conclusion selon laquelle le projet d'articles est satisfaisant, le représentant de l'Allemagne souhaite faire des observations sur plusieurs questions. Premièrement, s'agissant de l'invocation de la responsabilité des organisations internationales, la délégation allemande pense que, bien qu'une violation du droit international par une organisation internationale ne soit concevable que dans des circonstances limitées, une règle comme celle énoncée à l'article 52 est nécessaire pour la cohérence d'ensemble du droit de la responsabilité en général. Il serait par contre inutile de l'appliquer à toutes les organisations internationales, sans tenir compte de leurs fonctions. À la différence des États, les organisations internationales n'ont pas une personnalité juridique internationale générale mais seulement des compétences fonctionnelles liées à leur mandat. La délégation allemande se félicite donc de la décision de la CDI de préciser que le droit d'invoquer la responsabilité d'une organisation internationale n'existe que si les fonctions de l'organisation concernée comprennent la préservation des intérêts de la communauté internationale.

85. Les organisations internationales n'ont que rarement, voire jamais, recouru à des contre-mesures en réaction à des faits internationalement illicites commis par des organisations internationales, l'Organisation mondiale du commerce mise à part. La possibilité de prendre des contre-mesures doit toutefois être reconnue aux organisations internationales, sauf à porter atteinte à leur aptitude à s'acquitter de leur

mandat. Dans le même temps, l'utilisation des contre-mesures doit être limitée, étant donné le nombre et la grande diversité des organisations internationales. Des règles claires doivent être énoncées quant au moment où et aux circonstances dans lesquelles des contre-mesures peuvent être prises par ou contre des organisations internationales.

86. Les mesures prises par une organisation internationale en application de ses règles internes ne constituent pas des contre-mesures; il s'agit plutôt d'une forme de sanctions, régies par un ensemble de règles spécifique, comme celles imposées par le Conseil de sécurité. Par ailleurs, il existe une pratique considérable – dont une grande part concerne l'Union européenne – s'agissant des contre-mesures prises par une organisation internationale contre un État non Membre à raison de violations d'obligations *erga omnes* de droit international. Ceci donne à penser, quoi qu'il en soit, que la relation entre une organisation internationale et ses États membres doit être traitée différemment de celle entre l'organisation et les États non membres, mais il serait encore préférable de ne pas autoriser les organisations internationales à prendre des contre-mesures contre les États. Le Rapporteur spécial a à juste titre choisi d'insérer des règles spécifiques sur les contre-mesures dans le projet d'articles et non une simple clause "sans préjudice". À défaut, il ne serait pas possible de dire, comme l'implique le libellé actuel de l'article 55, que, d'une manière générale, les contre-mesures n'ont pas leur place d'être dans les relations entre une organisation internationale et ses membres.

87. **M^{me} von Wirén** (Estonie) déclare, au sujet des réserves aux traités, que sa délégation approuve le Guide de la pratique élaboré par la CDI, en particulier les projets de directive 2.3 (Réserves tardives), 2.4 (Procédure relative aux déclarations interprétatives) et 3.1 (Réserves non interdites), car la doctrine est contradictoire et davantage de clarté est nécessaire. Le projet de Guide de la pratique est déjà un outil précieux s'agissant des aspects de la question qui soit ne sont pas réglementés soit le sont insuffisamment dans les Conventions de Vienne. La délégation estonienne est néanmoins préoccupée par certains aspects juridiques des réserves tardives. Elle pense que de telles réserves ne sont pas autorisées par les Conventions de Vienne, qui disposent qu'une réserve ne peut être formulée que lors de la signature, la ratification, l'acceptation ou l'approbation d'un traité ou de l'adhésion à un traité. La délégation estonienne se félicite néanmoins que la

CDI ait préservé la possibilité de formuler une objection à une réserve tardive, avec la conséquence que celle-ci n'aura aucun effet juridique.

88. Les derniers travaux de la CDI sur les réserves donneront des éclaircissements sur les règles régissant les déclarations interprétatives, qui ne sont pas mentionnées dans les Conventions de Vienne. Le rapport aborde aussi le sujet de la requalification, souvent utilisée dans la pratique des États, et des directives à cet égard seront extrêmement précieuses. La délégation estonienne n'est cependant pas pleinement d'accord avec la proposition figurant dans le projet de directive 2.9.4, à savoir que la possibilité de formuler une requalification ne doit pas être assortie d'un délai. Dans sa pratique, l'Estonie tend à appliquer un délai de 12 mois, comme pour les objections aux réserves. De plus, elle doute qu'il soit justifié de faire des déclarations visant à modifier les effets juridiques d'un traité (à savoir les "déclarations interprétatives conditionnelles"), une sous-catégorie des déclarations interprétatives. Les déclarations interprétatives ressemblent aux réserves et devraient donc constituer une sous-catégorie des réserves, parce que leur objet est de clarifier le sens de certaines dispositions d'un traité sans avoir d'effet juridique sur les relations conventionnelles, alors que les déclarations interprétatives conditionnelles visent à modifier les effets juridiques du traité.

89. Enfin, pour la délégation estonienne, l'effet juridique des objections est un autre aspect important du sujet des réserves aux traités. Les règles énoncées dans la Convention de Vienne doivent être développées dans le Guide de la pratique afin qu'il soit plus facile pour les États de donner à leurs objectifs l'effet désiré. Pour l'Estonie, l'effet que les États souhaitent donner à leurs objections est souvent différent de celui décrit dans les Conventions de Vienne. La pratique confirme cette opinion, car les objections contiennent souvent la formule: "la Convention entrera donc en vigueur entre les deux États sans [que l'État] puisse invoquer sa réserve". Peut-être même existe-t-il une nouvelle règle de droit coutumier modifiant les règles énoncées dans les Conventions de Genève, et il faut que la CDI en tienne compte.

90. **M. Dufek** (République tchèque) approuve les articles 46 à 51 du projet d'articles sur la responsabilité internationale des organisations internationales, qui pour l'essentiel reprennent les articles correspondants

sur la responsabilité de l'État. La pratique des États et des organisations internationales confirme qu'une organisation internationale est habilitée à invoquer la responsabilité internationale de la même manière que les États.

91. L'article 52 du projet, toutefois, qui correspond à l'article 48 des articles sur la responsabilité de l'État, n'est pas vraiment étayé par la pratique des États et la doctrine semble à cet égard profondément divisée. Les seuls exemples significatifs donnés dans le rapport concernent l'Union européenne, qui est une organisation d'intégration régionale assez exceptionnelle. La CDI devrait donc se concentrer sur la codification du droit international dans les domaines où la pratique des États, la jurisprudence et la doctrine sont déjà abondantes. En l'état, l'article 52 ne reflète pas pleinement la différence cardinale qui existe entre les États et les organisations internationales, à savoir le fait que ces dernières n'ont qu'une personnalité juridique fonctionnelle et spécialisée. Dans le même ordre d'idées, la violation d'obligations internationales devrait être envisagée comme un acte *ultra vires*, au sens où il outrepasse nettement les compétences de l'organisation. La délégation tchèque entend réserver sa position sur ce point jusqu'à ce que le Rapporteur spécial ait remis son septième rapport, qui devrait lever diverses incertitudes en ce qui concerne la responsabilité de l'État du fait d'une organisation internationale.

92. Comme la pratique des États est limitée, il faut être très prudent en matière de contre-mesures, en particulier s'agissant des dispositions de l'article 52[51]. Si une organisation internationale peut recourir à des contre-mesures dans certaines circonstances, ces mesures sont des éléments d'un dispositif décentralisé d'application du droit qui sont inhérents aux relations interétatiques. À titre de contre-mesure, une organisation internationale devrait seulement pouvoir ne pas exécuter ses obligations découlant d'un traité. Quant aux "relations verticales" – les sanctions imposées par le Conseil de sécurité ou une organisation régionale – elles relèvent d'un régime juridique essentiellement fonction des règles de l'organisation et qui peut être différent du régime général des contre-mesures prévu dans les articles sur la responsabilité de l'État. Il serait aussi souhaitable d'examiner séparément les relations des organisations internationales avec leurs États membres et les États non membres.

93. S'agissant de l'expulsion des étrangers, la pluralité de nationalités est de plus en plus fréquente. La délégation tchèque se félicite donc de la décision de la CDI de s'intéresser à l'expulsion des binationaux et des plurinationaux. Sur la base de la pratique des États, le Rapporteur spécial a conclu dans son quatrième rapport (A/CN.4/594) que le principe de la non-expulsion des nationaux ne s'appliquait pas aux binationaux et aux plurinationaux lorsque l'expulsion n'entraînait pas l'apatridie. La délégation tchèque ne partage pas cette opinion. Aux termes de la législation tchèque, une personne ayant et la nationalité tchèque et une nationalité étrangère est considérée comme un national et son expulsion est donc absolument interdite. Les binationaux et les plurinationaux sont de plus protégés contre l'expulsion de tout État dont ils ont la nationalité. Certes, leur expulsion n'est pas expressément interdite par un traité international, mais elle est assurément inadmissible au regard d'un certain nombre d'instruments relatifs aux droits de l'homme. Le projet d'articles devrait donc souligner que l'interdiction de telles expulsions est absolue, et ne souffre pas d'exception. De même, le Rapporteur spécial déclare dans son rapport que la nationalité dominante ou effective d'une personne est importante pour déterminer la légalité d'une expulsion. Là encore, la République tchèque, défendant comme elle le fait l'interdiction absolue d'expulser les nationaux, ne voit pas la nécessité de déterminer la nationalité dominante ou effective d'une personne aux fins de l'expulsion. La législation tchèque ne permet pas non plus la dénationalisation des binationaux ou plurinationaux aux fins de l'expulsion, car cela porterait atteinte à leurs droits fondamentaux. Plutôt que de protéger l'État et ses intérêts, cette mesure a souvent des objectifs illégitimes, comme l'expropriation ou la discrimination contre certains groupes. Le retrait arbitraire de la nationalité est interdit par des instruments relatifs aux droits de l'homme tant régionaux qu'universels.

94. **M. Astraldi** (Italie) dit que toutes les questions relatives aux réserves aux traités ne méritent pas que la CDI leur consacre le temps qu'elle leur consacre. Ceci vaut en particulier pour les déclarations interprétatives qui, bien qu'elles soulèvent des questions intéressantes, ne peuvent être considérées comme des réserves et auraient très bien pu ne pas être envisagées dans le cadre de l'étude du sujet.

95. La plupart des projets de directive figurant dans le Guide de la pratique semblent acceptables. Le projet de directive 2.6.13, toutefois, est trop rigide: un délai de 12 mois pour les objections semble impliquer que lorsqu'aucune objection n'a été formulée dans les 12 mois, la réserve est réputée acceptée. Des objections sont souvent formulées après l'expiration d'un tel délai de 12 mois, comme le reconnaît la CDI dans son commentaire du projet de directive 2.6.15. Les projets de directives 2.6.13 et 2.6.15 devraient refléter la pratique et non pas permettre à des réserves inadmissibles de prendre ipso facto effet à l'expiration d'un délai de 12 mois.

96. Le projet d'articles sur la responsabilité des organisations internationales est généralement acceptable, grâce à l'addition de l'article 48 concernant la recevabilité de la demande. Il ne semble guère justifié de s'écarter de l'approche adoptée dans les articles sur la responsabilité de l'État. La CDI devrait en tenir compte pour combler les lacunes subsistant à l'article 19 sur les circonstances excluant l'illicéité.

97. S'agissant des projets d'article sur les contre-mesures, il convient de distinguer entre les organisations internationales et les États s'agissant des mesures prises en réaction à la violation d'une obligation due à la communauté internationale dans son ensemble. La délégation italienne partage l'opinion exprimée au paragraphe 140 du rapport selon laquelle une organisation ne devrait pouvoir prendre des mesures à ce titre que si elle a reçu pour mandat de protéger l'intérêt général sous-tendant l'obligation en question.

98. La délégation italienne souscrit à l'opinion selon laquelle l'étude de l'expulsion des étrangers ne saurait être l'occasion de se lancer dans un débat sur les lois régissant la nationalité. Elle pense en outre avec la CDI qu'un État ne peut légalement expulser un national, même si ce dernier possède une seconde nationalité. L'interdiction d'expulser les nationaux ne devrait pas non plus pouvoir être contournée en retirant sa nationalité à un individu en vue de l'expulser. Il s'agit d'une règle importante qui devrait être énoncée dans un article.

La séance est levée à 18 heures.